



Assemblée générale

Distr. générale
4 avril 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session

Points 133 et 139 a) de l'ordre du jour

Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

**Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991)
du Conseil de sécurité : Mission d'observation des Nations Unies
pour l'Iraq et le Koweït**

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 et projet de budget pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK) pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 (A/56/794 et Corr.1) et sur le projet de budget de la Mission pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (A/56/820). À cette occasion, il a rencontré les représentants du Secrétaire général, notamment le chef de la Division de l'administration de la Mission, qui lui ont fourni un complément d'information et des éclaircissements.

Exécution du budget de l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

2. Dans sa résolution 54/18 B du 15 juin 2000, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 52 710 270 dollars (montant net : 50 287 503 dollars) pour assurer le fonctionnement de la MONUIK du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, dont un montant brut de 2 501 232 dollars (montant net : 2 116 566 dollars) à verser au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et un montant brut de 391 038 dollars (montant net : 347 937 dollars) destiné à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi.



(Italie). Comme les deux tiers du montant net, c'est-à-dire 33 525 000 dollars, devaient être financés par des contributions volontaires du Gouvernement koweïtien, c'est un montant brut de 19 185 270 dollars (montant net : 16 762 503 dollars) qui a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

3. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la MONUIK (A/56/794, par. 11), le montant brut des dépenses de l'exercice s'est élevé à 50 074 100 dollars (montant net : 47 870 200 dollars), ce chiffre comprenant 12 921 600 dollars d'engagements non réglés. Le solde inutilisé d'un montant brut de 2 636 200 dollars (montant net : 2 417 300 dollars) représente environ 5 % du crédit ouvert. Le Comité consultatif estime qu'il est incorrect d'inclure les montants prévus pour le compte d'appui et la Base de soutien logistique dans le calcul du pourcentage que représente le solde inutilisé par rapport aux crédits ouverts. Il a fait des observations sur cette question dans son rapport général sur les opérations de maintien de la paix (voir A/56/887). Comme il ressort des paragraphes 7 à 9 du rapport, le solde inutilisé tient essentiellement au fait que le taux de vacance de postes a été plus élevé que prévu dans le cas du personnel international et que le coût des voyages afférents à la relève des membres des contingents avait été surestimé, de même que les besoins au titre des pièces de rechange, de la réparation et de l'entretien des véhicules, des opérations navales, des communications par réseaux commerciaux et des fournitures et services divers.

4. Le Comité consultatif relève au paragraphe 7 du rapport que, pour les 72 postes de personnel international, le taux de vacance effectif s'est établi à 26 % en moyenne alors que le budget prévoyait un taux de 10%. **Le Comité constate une fois de plus avec préoccupation que le taux de vacance de postes demeure élevé à la Mission et demande qu'à l'avenir les rapports contiennent des renseignements sur les mesures prises pour régler ce problème, notamment sur la question de savoir si les postes qui sont vacants depuis longtemps sont vraiment nécessaires.**

5. Le Comité consultatif constate avec satisfaction que le tableau 1 du rapport sur l'exécution du budget présente une ventilation des dépenses engagées pour assurer la sécurité du personnel. À sa demande, il a obtenu une estimation des dépenses similaires prévues pour les exercices se terminant respectivement le

30 juin 2002 et le 30 juin 2003 (voir annexe au présent rapport). On lui a précisé que dans la mesure où les contingents assuraient la sécurité de la MONUIK dans la zone démilitarisée, le montant total des dépenses au titre de la sécurité (512 800 dollars) comprenait le coût du matériel dont ils avaient besoin pour cette tâche.

6. Le Comité consultatif note aux paragraphes 14 et 15 de l'annexe II du rapport du Secrétaire général que la formation dispensée à 19 membres du personnel de la Mission a coûté 40 900 dollars alors que 15 000 dollars seulement avaient été alloués à cette activité. Un tel écart est le signe d'une mauvaise planification de la part de la Mission. De plus, l'information donnée au paragraphe 14 a un caractère général. Or le programme de formation de la Mission devrait être conçu en fonction des besoins spécifiques de celle-ci. Le Comité note que l'accent a été mis sur la formation aux technologies de l'information. Étant donné l'importance de l'investissement effectué dans ce type de formation, on devrait pouvoir constater un accroissement de la productivité et de l'efficacité.

7. Le Comité consultatif a été informé qu'au 31 octobre 2001 le montant des sommes remboursées aux États ayant fourni des contingents se chiffrait à 100,3 millions de dollars et que 3 millions de dollars étaient dus à ce titre pour la période du 1er novembre 2001 au 31 janvier 2002. En ce qui concerne le matériel appartenant aux contingents, les remboursements effectués s'élevaient à 10,1 millions de dollars au 31 janvier 2002, les sommes restant dues étaient estimées à 2,3 millions de dollars et les engagements non réglés atteignaient 2,7 millions de dollars. Pour ce qui est des demandes d'indemnisation en cas de décès et d'invalidité, au 31 janvier 2002, 854 272 dollars avaient été versés en règlement de 17 dossiers, 1 502 039 dollars d'engagements n'avaient pas encore été réglés et sept demandes étaient en cours d'examen.

8. Le Comité consultatif a également été informé qu'au 11 février 2002 la MONUIK disposait de 59,3 millions de dollars de liquidités et qu'au 31 janvier 2002 les engagements non réglés de l'exercice clos le 30 juin 2001 s'élevaient à 3 534 142 dollars, dont 1 970 129 dollars étaient dus à des gouvernements et 1 564 013 dollars à d'autres créanciers. Le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres jusqu'au 30 avril 2002 s'établissait à 309,1 millions de dollars, dont

292,1 millions ont déjà été versés, ce qui laisse un solde de 17 millions à recevoir.

9. Les décisions que l'Assemblée générale doit prendre à propos du financement de la MONUIK pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 figurent au paragraphe 13 du rapport du Secrétaire général. **Le Comité consultatif recommande de porter au crédit des États Membres le solde inutilisé d'un montant brut de 2 636 200 dollars (montant net : 2 417 300 dollars) relatif à l'exercice, ainsi que les intérêts créditeurs et des autres revenus, dont le montant s'élève à 3 949 000 dollars, étant entendu que les deux tiers de ces sommes serviront d'abord à rembourser le Gouvernement koweïtien.**

Information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours (1er juillet 2001 - 30 juin 2002)

10. Le Comité consultatif a été informé que, sur l'effectif de la MONUIK approuvé pour l'exercice en cours (906 membres des contingents, 195 observateurs militaires – non compris les 105 personnes sous astreinte qui font partie de l'effectif autorisé mais dont il n'est pas tenu compte dans le budget –, 63 membres du personnel international, et 174 membres du personnel local), 905 membres des contingents, 192 observateurs militaires, 54 membres du personnel international et 165 membres du personnel local étaient en poste au 31 janvier 2002.

11. Des données sur les dépenses de l'exercice en cours, comptabilisées au Siège au 15 février 2002 et hors Siège au 31 janvier 2002 ont été communiquées au Comité consultatif. Un montant brut de 38 102 700 dollars (montant net : 34 980 800 dollars) a été imputé sur le crédit ouvert, dont le montant brut s'élève à 55 937 200 dollars (montant net : 52 815 300 dollars).

Prévisions de dépenses pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003

12. Comme l'indique le Secrétaire général au paragraphe 1 de son rapport sur le budget de la MONUIK (A/56/820), le montant brut des dépenses de fonctionnement de la Mission pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 est estimé à 53 340 600 dollars (montant net : 51 112 700 dollars),

compte tenu des contributions volontaires en nature inscrites au budget pour un montant de 2 767 400 dollars. Les deux tiers du total, soit 32 230 200 dollars (montant net), doivent être financés par des contributions volontaires du Gouvernement koweïtien. Comme il est dit au paragraphe 2 du rapport, le montant brut des prévisions budgétaires représente une diminution de 1,7 % (889 300 dollars) par rapport au montant réparti pour l'exercice se terminant le 30 juin 2002. Au paragraphe 3 de son rapport, le Secrétaire général propose de mettre en recouvrement, pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003, un montant brut de 18 343 000 dollars (montant net : 16 115 100 dollars), représentant le solde restant à financer après déduction des contributions volontaires. Le projet de budget présenté dans le tableau 1 de son rapport fait apparaître une diminution de 2 825 100 dollars (12 %) des dépenses relatives au personnel militaire et une autre de 711 700 dollars (5,2 %) des dépenses relatives au personnel civil, lesquelles seraient en partie compensées par des augmentations de 2 848 900 dollars (25,6 %) des dépenses opérationnelles, de 55 800 dollars (52,7 %) des dépenses afférentes à d'autres programmes et de 97 300 dollars (4,6 %) des contributions du personnel.

13. Les principaux facteurs d'augmentation des dépenses opérationnelles sont les suivants : accroissement des besoins assurés par les services collectifs de distribution; rénovation des locaux, exigée par la rigueur du climat; remplacement de véhicules vétustes ou endommagés; augmentation du coût des opérations aériennes tel que fixé dans la lettre d'attribution en vigueur; remplacement de matériel de transmission usagé ou obsolète; acquisition de matériel de télécommunication supplémentaire, notamment pour les communications par satellite; acquisition de matériel informatique additionnel et remplacement du matériel usagé ou obsolète; et augmentation des services contractuels résultant de l'externalisation des opérations d'entretien des bâtiments et du recours à des services privés de sécurité et à des entreprises de services informatiques.

14. Les prévisions tiennent compte des effectifs suivants : 195 observateurs militaires – non compris les 105 personnes sous astreinte qui font partie de l'effectif autorisé mais dont il n'est pas tenu compte dans les calculs budgétaires – 904 membres des contingents, 67 membres du personnel international et

168 membres du personnel local (voir par. 10 ci-dessus pour le nombre de postes actuellement pourvus).

15. Le Comité consultatif note, aux paragraphes 21 et 22 du rapport, que la dotation en effectifs proposée pour l'exercice tient compte de la création de quatre postes de personnel international et de l'élimination de six postes de personnel local, soit une réduction nette de deux postes. Les modifications prévues sont liées à la restructuration de la Division de l'administration. La Section des services généraux a été supprimée et deux nouvelles sections ont été établies : la Section du ravitaillement et de la gestion du matériel et la Section de la protection et de la sécurité. La dotation en effectifs proposée tient compte de la création d'un poste de chef de la Section de la protection et de la sécurité (P-3), de la création de trois nouveaux postes d'agent du Service mobile (responsable de la sécurité et des enquêtes, chef du génie adjoint, responsable de la gestion des installations) et de la suppression de six postes de personnel local. **Le Comité consultatif approuve les modifications qu'il est proposé d'apporter au tableau d'effectifs.**

16. **Le Comité consultatif est convaincu que la création d'un poste de responsable de la gestion des installations permettra d'améliorer la gestion des biens de la Mission et la tenue de son inventaire. Il note avec préoccupation qu'un certain nombre de postes clefs sont toujours vacants, notamment celui de chef du Service des achats. Il rappelle à ce propos que le Comité des commissaires aux comptes a recommandé au Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, d'élucider tous les écarts d'inventaire, en collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix et de prendre des mesures pour que soient correctement tenus les comptes d'inventaire dont sont tirées les données sur le matériel durable publiées dans les états financiers des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/56/5, vol. II, chap. II, par. 23).**

17. Le Comité consultatif a été informé que neuf postes de personnel international étaient vacants au moment où il a examiné le projet de budget de la MONUIK. Il a également appris qu'en décembre 2001, le taux de vacance de postes n'était plus que de 11 %, contre 26 % en janvier 2001. **Il se félicite de ce progrès. Cependant, comme il l'a souligné au paragraphe 16 ci-dessus, il constate avec inquiétude qu'un certain nombre de postes clefs demeurent**

vacants, notamment ceux de chef du Service des achats et de chef des opérations aériennes. Comme l'indique le Secrétaire général au paragraphe 7 de l'annexe I.C de son rapport sur le projet de budget de la MONUIK (A/56/820), le taux de vacance de postes utilisé pour établir les prévisions dans le cas du personnel international est de 5 %. Le Comité estime qu'un taux de 10 % serait plus réaliste.

18. Le Comité consultatif a demandé des informations sur l'affaire concernant le montant indûment versé à des membres du personnel civil au titre des indemnités journalières de subsistance, dont le Tribunal administratif des Nations Unies a été saisi. On lui a indiqué que le Tribunal l'examinerait en 2002, à sa session d'été, et que les conclusions auxquelles il aboutirait lui serviraient de référence dans les affaires similaires.

19. Le Comité consultatif note que le projet de programme de formation concernerait 26 membres du personnel (voir A/56/820, annexe II.A) dans le budget de l'exercice se terminale le 30 juin 2002, il est prévu de former 29 membres du personnel et, selon le rapport sur l'exécution du budget de l'exercice clos le 30 juin 2001, 19 membres du personnel ont déjà suivi une formation. Au total, ce sont donc 74 membres du personnel qui auront bénéficié d'une formation au cours des trois exercices. **Le Comité réaffirme que le nombre de personnes devant être formées lui semble élevé par rapport à la dotation en effectifs de la Mission.**

20. Le Comité consultatif note avec satisfaction que la MONUIK a fait des efforts pour fixer des objectifs réalistes (voir A/56/820, par. 23), mais il recommande qu'à l'avenir ceux-ci soient encore simplifiés et précisés. Il conviendrait par ailleurs de réduire le nombre de réalisations escomptées et d'indicateurs de succès afin de faciliter l'évaluation.

21. Les décisions que l'Assemblée générale doit prendre au sujet du financement de la MONUIK pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 figurent au paragraphe 3 du rapport du Secrétaire général sur le budget de la Mission. **Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'ouvrir aux fins du fonctionnement de la MONUIK pendant l'exercice de 12 mois commençant le 1er juillet 2002, sous réserve de la décision que prendra le Conseil de sécurité lorsqu'il examinera la question de savoir s'il faut proroger le mandat de**

la Mission ou y mettre fin, un crédit d'un montant brut de 50 573 200 dollars (montant net : 48 345 300 dollars) dont les deux tiers (montant net : 32 230 200 dollars : seront couverts par des contributions volontaires du Gouvernement koweïtien et d'autoriser la mise en recouvrement d'un montant brut de 18 343 000 dollars (montant net : 16 115 100 dollars) représentant le solde restant à financer après déduction de ces contributions, à raison d'un montant brut de 1 528 583 dollars par mois (montant net : 1 342 925 dollars).

Annexe

Dépenses relatives à la sécurité du personnel – Exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002

(En dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant</i>
Agents des services de sécurité recrutés sur le plan international	98 000
Membres des services de sécurité recrutés sur le plan local	185 000
Aménagement et rénovation des locaux	15 000
Véhicules de protection	332 000
Fournitures et services	8 000
Total	638 000

Dépenses relatives à la sécurité du personnel – Exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003

(En dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant</i>
Agents des services de sécurité recrutés sur le plan international	148 500
Membres des services de sécurité recrutés sur le plan local	296 600
Aménagement et rénovation des locaux	8 000
Autre matériel	30 400
Fournitures et services	122 500
Total	606 000